

TABLE DES MATIÈRES

Liste des auteurs.....	7
Remerciements	9
Préface.....	11
par Patrick MAISTRE DU CHAMBON	
Avant-propos	17
par Philippe BOUTRY et Guillaume LEYTE	
Propos introductif	19
par Arnaud CASADO	
I. Des mots pour nommer un Mal.....	20
A. Le choix de l'acronyme « Daech ».....	21
B. Le choix de la locution « et le droit ».....	22
II. Du droit contre la barbarie	24
A. L'adéquation de notre corpus juridique.....	24
B. Les limites de notre système juridique.....	29

PARTIE I

LA QUALIFICATION JURIDIQUE DE DAECH

Daech et les catégories juridiques modernes : un abyssal défi	37
par François SAINT-BONNET	
I. La mise à l'épreuve des catégories juridiques modernes.....	40
A. L'inadéquation des législations d'exception	41
B. L'utilisation vindicative de droits protecteurs.....	43

II. Résistance ou obsolescence des catégories juridiques modernes.....	46
A. La piste de la démondialisation	47
B. La piste de la déspatialisation	49
L'« État islamique », un État ? Enjeux et ambiguïtés d'une qualification juridique	53
par Olivier CORTEN	
I. Les limites de la théorie des « éléments constitutifs de l'État »	55
II. Les limites du principe <i>ex injuria jus non oritur</i>	59
III. Les limites de la théorie de la « reconnaissance constitutive ».....	64
IV. Les tensions entourant la question du recours à la force contre les entités non-étatiques	67
Les sujets de Daech : combattants et civils.....	73
par Anne-Laure VAURS-CHAUMETTE	
I. La dénationalisation des sujets de Daech	76
A. Des sujets sans nationalité	76
B. Des combattants transnationaux	78
1. Les combattants étrangers en territoire syrien et irakien.....	78
2. Les combattants extraterritoriaux de Daech.....	80
II. La soumission des sujets à Daech	81
A. Un encadrement strict des combattants.....	81
B. Un nouveau totalitarisme ?	82
Le statut des migrants : l'exemple de Calais	87
par Christine LAZERGES	
I. Les statuts des migrants	88
A. Le statut du demandeur d'asile et du réfugié	89
B. Le statut de l'étranger en situation illégale.....	89
C. Le statut de l'étranger bénéficiant d'un visa	90
II. Calais : le constat des droits bafoués	90

PARTIE II LA RÉACTION JURIDIQUE À DAECH

L'évolution des incriminations face à Daech	95
par Farah SAFI	
I. Le constat d'une spécialisation contrastée des incriminations.....	98
A. La multiplication des domaines.....	99
B. La multiplication des régimes.....	103
II. Les conséquences de la spécialisation des incriminations.....	105
A. Le sacrifice de la liberté d'expression	105
B. La prééminence de l'objectif de prévention	108
L'élargissement des mesures spéciales et dérogatoires face à Daech	113
par Cédric RIBEYRE	
I. Connaître les menaces	115
A. L'élargissement des techniques de renseignement.....	116
B. Les limites à l'élargissement des techniques de renseignement	118
II. Prévenir le passage à l'acte	120
A. Les mesures attentatoires à la liberté d'aller et venir	120
B. Les restrictions à la liberté de communiquer	122
III. Riposter aux infractions pénales	123
A. La preuve des infractions pénales.....	123
B. Les sanctions pénales	125
Quelle compétence pour les tribunaux français contre Daech ?.....	129
par Valérie MALABAT	
I. Les chefs généraux de compétence des juridictions pénales françaises.....	133
A. La compétence territoriale	133
B. La compétence personnelle.....	133
II. Les chefs spéciaux de compétence des juridictions pénales françaises	135
A. le développement des chefs spéciaux de compétence.....	137
B. La portée de la compétence spéciale en matière de terrorisme	142
Destructions intentionnelles du patrimoine culturel et responsabilités collectives en droit international	145
par Vincent NÉGRI	
I. La construction d'un droit international concerté au service d'une immunité des biens culturels lors des conflits armés.....	149
II. Un droit international concerté débordé par le Conseil de sécurité des Nations Unies.....	153

La responsabilité internationale des États pour le financement de Daech	157
par Yann KERBRAT	
I. Les obligations des États en matière de lutte contre les transferts de fonds à destination de Daech.....	160
II. Les obligations des États destinées à priver Daech de ses autres ressources	161
A. Les mesures de lutte contre le commerce de pétrole et de produits pétroliers et contre le trafic de biens culturels	161
B. Lutte contre l'enrôlement de combattants étrangers.....	163
C. La lutte contre le commerce des femmes et des enfants et contre le paiement de rançons : la résolution 2253 (2015).....	163
Propos conclusifs.....	165
par Philippe CONTE	